

Brochure n° 3254

Convention collective nationale

IDCC : 993. – **PROTHÉSISTES DENTAIRES
ET PERSONNELS DES LABORATOIRES
DE PROTHÈSES DENTAIRES**
(7^e édition. – Août 2003)

PROTOCOLE D'ACCORD DU 15 NOVEMBRE 2005
RELATIF À L'INDEMNITÉ DE LICENCIEMENT

NOR : *ASET0551385M*
IDCC : 993

Entre :

L'union nationale patronale de prothésistes dentaires, 80, rue de la
Roquette, 75011 Paris,

D'une part, et

La fédération des services publics et des services de santé CGT-FO,
153, rue de Rome, 75017 Paris ;

La fédération nationale indépendante des syndicats des personnels des
cabinets et des laboratoires dentaires, 171, quai de Valmy, 75010 Paris ;

La fédération de la santé et de l'action sociale CGT, case 538, 93515 Mon-
treuil Cedex,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

La modification de l'article 18 « Indemnité de licenciement » de la
convention collective nationale des prothésistes dentaires et laboratoires de
prothèses dentaires interviendra à la date de parution de l'arrêté ministériel
d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 15 novembre 2005.

(Suivent les signatures.)

Modification de l'article 18

Article 18

Indemnité de licenciement

Une indemnité distincte du préavis sera accordée, en dehors des cas de faute grave ou lourde, aux salariés visés par la présente convention collective, licenciés et ayant au moins 2 ans d'ancienneté dans l'entreprise ou l'établissement.

Cette indemnité sera calculée comme suit :

- au-dessus de 2 ans de présence : 1/10 de mois par année de présence ;
- au-dessus de 3 ans de présence : 1 mois et 1/2 ;
- au-dessus de 6 ans de présence : 2 mois ;
- au-dessus de 9 ans de présence : 2 mois et 1/2 ;
- au-dessus de 12 ans de présence : 3 mois ;
- au-dessus de 15 ans de présence : 3 mois et 1/2 ;
- au-dessus de 20 ans de présence : 4 mois ;
- au-dessus de 25 ans de présence : 5 mois.

Le salaire à prendre en considération pour le calcul de l'indemnité est le douzième de la rémunération brute totale des 12 derniers mois précédant le licenciement, ou, selon la formule la plus avantageuse pour l'intéressé, le tiers des 3 derniers mois, étant entendu que, dans ce cas, toute prime ou gratification de caractère annuel ou exceptionnel qui aurait été versée au salarié pendant cette période ne serait prise en compte que *pro rata temporis*.

Cette indemnité de licenciement ne se cumule pas avec toute autre indemnité de même nature.

Les dispositions du présent avenant sont d'application impérative et ne peuvent comporter de clauses dérogatoires, sauf dispositions plus favorables.